

Coalition Burundaise pour la Cour Pénale Internationale
(CB-CPI)



DECLARATION DE LA CB CPI SUR LA SITUATION A L'EST DE LA RDC AVEC DES REPERCUSSIONS AU BURUNDI.

Suite à l'offensive du mouvement Congolais M23 à l'Est de la RDC, le Burundi a envoyé ses troupes pour combattre au côté des forces armées de la République Démocratique du Congo FARDC et des forces négatives opérant dans cette région dont les génocidaires rwandais FDLR.

Cette prise de position dans la crise congolaise et particulièrement le fait de combattre aux côtés des génocidaires Rwandais du FDLR est de nature à généraliser le conflit avec des conséquences néfastes sur le Burundi.

La situation des Banyamurenge et des Rwandais au Burundi est complexe et préoccupante, en raison des tensions politiques et ethnique qui existent dans la région des Grands Lacs.

Ainsi, suite à l'échec de la Coalitions des armées de la RDC, du Burundi et les miliciens face à l'avancée du Mouvement Congolais M23, un afflux des réfugiés se remarque sur la frontière Burundo-congolaise avec un risque que les miliciens armés dont FDLR et Wazalendo se dissimulent parmi les réfugiés pour aller commettre les crimes au Burundi.

Aussi, depuis la chute de Bukavu, une peur se dessine au Burundi, et les jeunes de la communauté Banyamurenge font objet d'arrestation arbitraire massive dans la ville de Bujumbura.

Certains parmi eux, sont emmenés par des agents du service des renseignements dans des endroits jusque-là inconnus.

La CB CPI est préoccupée par cette situation sécuritaire de notre pays et des citoyens en général. Pour cette raison, elle appelle le Gouvernement du Burundi de mettre fin aux violences à l'égard des Banyamulenges qui sont établies au Burundi comme réfugiés depuis un certain temps, au respect de leurs droits fondamentaux et à la mise en place de mesures pour garantir leur sécurité et leur dignité au Burundi.

Le massacre de cette communauté en Aout 2004 sur le sol Burundais reste encore impuni et le pays a l'obligation de les protéger de tout danger

Le Burundi doit prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher les forces négatives particulièrement les FDLR et Wazalendo de fuir vers le Burundi, cela garantira la sécurité des Burundais et étrangers vivant au Burundi.

La CB CPI est également préoccupée par le risque des violences de masse et des perquisitions contre les minorités ethniques résidents au Burundi.

Face à cette Situation tendue, la CB-CPI :

- Interpelle le procureur de la CPI afin qu'il garde l'œil vigilant sur la situation à Bujumbura

Demande aux Nations Unies, U.A et EAC :

- D'exiger un cessez-le feu aux deux parties (M23 et FARDC)

- De conseiller le Gouvernement de la RDC à faire le dialogue avec le M23 afin de trouver une paix durable

-Aux missions diplomatiques et consulaires accréditées au Burundi ; de suivre de près l'évolution sécuritaire au Burundi

Au Gouvernement du Burundi

- d'agir pour protéger les populations civiles ;

-De se désolidariser avec les groupes armés connus pour leurs atrocités comme les génocidaires FDLR

-De garantir la sécurité afin d'éviter toute escalade de violence de masse sur toute l'étendue du territoire

Fait le 17 Février 2025